

UKRAINE : FICHE PAYS – JUILLET 2025



Catégorie OCDE (2022) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : SD* / Ca / RD*

Change : Hryvnia / Régime de change flottant

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -65% des émissions à l'horizon 2030

* SD : Selective Default / RD : restrictive Default

FORCES

- Immense potentiel agricole (« terres noires »)
- Sous-sols riches (manganèse, fer, charbon, uranium)
- Couloir naturel entre l'Europe et l'Eurasie
- Soutien financier international

FAIBLESSES

- Guerre en cours, territoire partiellement envahi par la Russie, privant le pays d'environ 20% de son PIB
- Activité économique et flux d'échanges fortement et durablement perturbés par le conflit
- Endettement insoutenable

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : dégradation

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : l'activité devrait à nouveau ralentir en 2025 (+2% après +2,9% en 2024), en raison des tensions sur le marché du travail et des dommages aux infrastructures causés par les attaques russes. L'inflation, plus modérée en 2025 grâce à de bonnes récoltes et des prix de l'énergie relativement bas, devrait cependant rester élevée (14,3% en juin 2025), freinant la consommation et limitant les perspectives de baisse des taux. Le FMI table sur une possible reprise à +4,5% en 2026, si le conflit s'atténue d'ici fin 2025 mais sur une récession (-1%) en 2025 et une stagnation en 2026 en l'absence d'amélioration de la situation. Les prévisions restent très incertaines et le pays devra, en tout état de cause, faire face à de nombreux défis pour sa reconstruction.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public, déjà très élevé en 2023 (-17,2% du PIB, devrait se creuser en 2025 (-21,3%) en raison de l'augmentation des dépenses militaires qui ne pourront être couvertes par des recettes supplémentaires. Le solde pourrait s'améliorer en 2026 (-10,1%) si un cessez-le-feu était obtenu avant fin 2025. Mais les finances publiques ukrainiennes devraient rester durablement dégradées. Le ratio de dette publique a plus que doublé depuis le début du conflit et pourrait atteindre 108,6% du PIB en 2025. L'Ukraine a conclu un accord de restructuration de sa dette obligatoire en 2024 et les créanciers officiels ont suspendu le service de leur dette jusqu'en 2027, date à laquelle une restructuration sera négociée.
- **Vulnérabilité extérieure** : les exportations de l'Ukraine, en particulier de produits métallurgiques, ont fortement baissé depuis l'invasion russe et la perte des ressources industrielles dans l'Est du pays. Le déficit courant de l'Ukraine pourrait doubler en 2025 à -16,5% du PIB en lien avec une augmentation des importations (hydrocarbures, gaz, charbon) et la révision des accords commerciaux avec l'UE pour les produits agricoles. Les perspectives commerciales de l'Ukraine pourraient également être affectées par les conséquences de la politique commerciale américaine.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : des efforts ont été réalisés pour assainir le secteur bancaire qui demeure vulnérable. Le soutien direct de la Banque centrale limite à ce stade la dégradation de la situation des banques.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : L'évolution et la durée du conflit restent très incertaines. Malgré les appels répétés du Président américain pour un cessez-le-feu et plus de trois ans après le début de l'attaque russe, les risques de voir le conflit s'enliser sont élevés. Le mandat des députés ukrainiens a expiré en 2023 et celui du Président Zelenski en 2024. Mais la loi martiale imposée en 2022 reste en vigueur en Ukraine, empêchant toute élection.
- **Climat des affaires** : Les progrès en matière de gouvernance étaient lents avant le conflit. Après l'obtention du statut de candidat à l'entrée dans l'UE, des réformes sont progressivement mises en place. Les progrès en matière de gouvernance resteront un enjeu majeur pour le pays

Environnement et politique climat

- **Vulnérabilité climatique** : L'Ukraine est surtout exposé aux risques de changement climatique en raison de l'importance du secteur agricole. Malgré la guerre, le pays reste engagé dans la lutte contre le changement climatique et vise une réduction de 65% de ses émissions de GES d'ici 2030, en éliminant progressivement le charbon de sa production d'énergie au profit des énergies renouvelables. La reconstruction devrait intégrer des objectifs de restauration environnementale.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)			
Exportations		Importations	
Pologne	10,7%	Chine	16,6%
Chine	8,9%	Pologne	8,9%
Turquie	5,9%	Allemagne	8,5%
Roumanie	5,6%	Turquie	5,7%
France (19 ^{ème})	1,4%	France (8 ^{ème})	2,5%

Source : International Trade Center

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Céréales	20,8%	Hydrocarbures	17,3%
Graisses, huiles	13,1%	Véhicules automobiles	10,2%
Fonte, fer et acier	12,3%	Eqpts électriques	9,8%
Minerais de fer	7,8%	Machines, app. mécaniques	9,5%
Graines, oléagineux	6,3%	Matières plastiques	4,5%

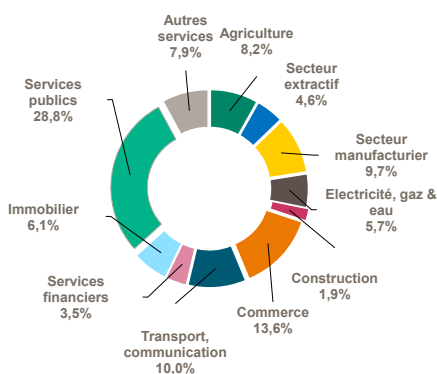
Source : International Trade Center

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

UKRAINE	2020	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	156,6	199,8	162,0	178,8	190,4	205,7	220,4
<i>Rang PIB mondial</i>	58	55	60	59	60	60	60
Population (Mns)	41,4	41,0	34,5	34,0	33,3	32,9	33,4
<i>Rang Population mondiale</i>	34	37	43	46	46	45	46
PIB / habitant (USD)	3 780	4 874	4 694	5 254	5 711	6 261	6 602
Croissance PIB (%) ⁽¹⁾	-3,8	3,4	-28,8	5,3	2,9	2,0	4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,7	9,4	20,2	12,9	12,0	9,0	7,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	40,8	43,2	34,8	30,1	30,1	0,0	0,0
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	60,5	48,9	77,7	82,3	89,8	108,6	110,4
Solde public (% PIB) ⁽¹⁾	-5,9	-4,0	-15,6	-19,6	-17,2	-21,3	-10,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	8,8	7,7	6,2	7,0	7,4	14,3	11,7
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB) ⁽¹⁾	3,3%	-1,9%	4,9%	-5,4%	-7,2%	-16,5%	-12,6%
IDE (% du PIB)*	0,0%	3,8%	0,1%	2,5%	1,8%	2,8%	3,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	6,4	5,1	5,5	7,1	7,0	4,9	3,8
Dette extérieure totale (% PIB)***	80%	65%	81%	0%	0%	0%	0%
Dette extérieure CT (% PIB)**	15,4%	11,6%	10,0%	11,8%	14,7%	14,8%	14,9%
Taux de change	27,0	27,3	32,3	36,6	40,2	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	22,0	18,0	19,7	21,1	17,4	NA	NA
Taux de NPL	43,5	31,7	38,1	37,4	30,3	NA	NA
ROE	20,0	35,0	11,0	31,7	29,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	147	150	152	153	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	54	57	77	76	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	55	42	46	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	45	42	37	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO 04/2025; Country report 06/2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics.*** NBU
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilités), c : Germanwatch
(1) Scénario de base FMI

Ukraine : part des secteurs dans l'activité (%, PIB 2024)



Source: State stat service Ukraine



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **L'activité économique, bien que résiliente, reste très contrainte**

Après la sévère récession de 2022 (-28,8%) à la suite du déclenchement de la guerre, la croissance a été à nouveau positive en 2023 (+5,3%) grâce à la reprise de l'activité dans les régions occidentales.

Le ralentissement de l'activité observé en 2024 (+2,9%) devrait s'accroître en 2025 en raison notamment de l'aggravation des tensions sur le marché du travail et des dommages causés aux infrastructures d'énergie et de transport. L'avancée des troupes russes en 2025 a en outre entraîné la fermeture de la mine de Pokrovsky, principale source de charbon de l'industrie sidérurgique ukrainienne.

L'inflation n'a cessé d'augmenter depuis avril 2024 (3,2%) pour atteindre 15,9% en mai 2025. La baisse des prix alimentaires, grâce à de bonnes récoltes attendues à l'été 2025 et un prix de l'énergie qui resterait modéré (sous réserve de l'absence de dégradation de la situation au Moyen-Orient) pourraient favoriser la baisse des prix entamée en juin (14,3%). L'inflation devrait cependant rester élevée en 2025 et freiner la consommation. La banque centrale (NBU), qui a relevé son taux de référence à 15,5% en mars 2025 (13% fin 2024) devrait rester prudente dans l'assouplissement de sa politique monétaire.

Le FMI prévoit une baisse de la croissance à +2% en 2025, suivi d'une reprise à +4,5% en 2026 dans son scénario central, reposant sur l'hypothèse d'une atténuation du conflit fin 2025. Le scénario dégradé, prévoyant une guerre plus longue et plus intense qui se prolongerait en 2026, provoquerait une récession (-1%) en 2025 et une stagnation en 2026.

Les perspectives d'un cessez-le-feu sont très incertaines et, partant, celles de croissance. Même en cas d'arrêt des combats, le pays sera confronté à d'importants défis. Le conflit a provoqué le départ de près de 7 M d'habitants qui sont toujours réfugiés dans des pays étrangers. Les ressources minières constituent un atout pouvant soutenir le potentiel de croissance. Fin avril 2025, le gouvernement ukrainien a signé un accord avec les Etats-Unis sur l'exploitation de **minéraux, pétrole et gaz naturel**. Les ressources minières sont cependant concentrées à l'Est du pays, dans la zone de conflit. En juin 2025, l'armée russe a ainsi pris possession d'une importante mine de lithium (Shevchenko) qui n'était pas encore exploitée mais représentait un atout pour l'Ukraine.

- **La situation du secteur bancaire reste fragile**

Le niveau de capitalisation des banques ukrainiennes (17,4% pour le ratio d'actifs pondérés) est **supérieur au minimum réglementaire** (10%).

Le taux de prêts non productifs (NPL) s'est amélioré mais **reste très élevé à 30,3% fin 2024** (37,4% en 2023).

Les prêts aux entreprises et aux ménages ont **progressé** respectivement de +22 % et +38 % en 2024, tirés par les emprunts hypothécaires et les crédits aux PME qui s'étaient effondrés en 2022-23. En juin 2024, la NBU a annoncé des mesures¹ destinées à encourager les banques à financer des projets de reconstruction dans le cadre d'une « Stratégie de Développement du Crédit ». Ces règles visent à soutenir les secteurs prioritaires tels que l'industrie de la défense, l'énergie, le secteur manufacturier et l'agriculture.

Selon les Autorités, les licences de huit banques (environ 4 % des actifs nets du système) ont été révoquées en vertu de la loi martiale et une banque (également environ 4 % des actifs nets du système) a été nationalisée. Mais l'objectif est de réduire le poids de l'Etat dans le secteur. Le gouvernement a défini un programme de privatisation de banques publiques fin 2024, avec notamment la cession au secteur privé de deux banques systémiques (Sense Bank et Ukgasbank).

La NBU aligne progressivement son cadre réglementaire aux exigences européennes.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le niveau élevé des dépenses maintient le déficit public élevé**

Le déficit public reste très élevé depuis l'invasion par la Russie. Il s'est légèrement réduit en 2024 (-17,2% après -19,6% en 2023). L'augmentation des recettes attendue de la hausse des taxes (énergie, tabac) et les mesures prises depuis 2023 dans le cadre de la politique de mobilisation des revenus (National Revenue Strategy-NRS²) ne permettront pas de compenser la forte progression des dépenses militaires en 2025.

Ainsi, le FMI prévoit une nouvelle dégradation du solde public à -21,3% du PIB en 2025, suivie d'une nette amélioration en 2026 (-10,1%) si le conflit perd en intensité (scénario central). Le scénario dégradé conduirait à un déficit de -27,2% en 2025 et -22,4% en 2026. **Les finances publiques ukrainiennes devraient en tout état de cause rester durablement déficitaires.**

- **Dette non soutenable en l'absence de restructuration**

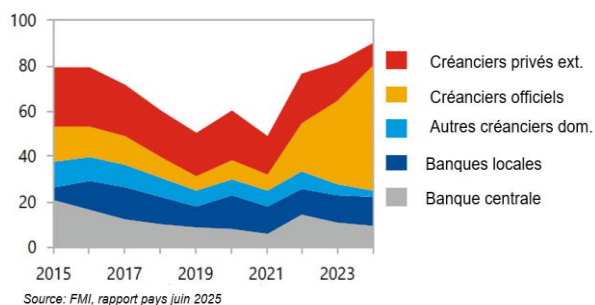
Le ratio d'endettement public a plus que doublé depuis le début du conflit et pourrait atteindre **108,6% du PIB en 2025** selon le FMI (moins de 50% en 2021). **Fin 2024, la dette publique était à 72% extérieure** (62% en 2015), **donc vulnérable à la dépréciation du cours de change de la Hryvnia**. La dette publique est cependant désormais majoritairement concessionnelle, détenue par des créanciers officiels.

¹ [NBU adopts set of decisions to encourage involvement of the banking sector](#)

² La NRS vise notamment à réduire l'évasion fiscale et améliorer la mobilisation des recettes grâce à la digitalisation



Répartition de la dette publique par catégorie de créanciers (% PIB)



Le gouvernement ukrainien a conclu, en août 2024, un accord de restructuration au titre d'une dette obligataire (19,7 Md\$ d'Eurobonds) et d'une garantie publique (Ukravtodor, 0,7 Md\$), prévoyant une décote de 37% du stock de dette.

Par ailleurs, le Groupe des créanciers de l'Ukraine (GCU)³ a accepté en décembre 2023 de suspendre le service de la dette officielle jusqu'à fin mars 2027. Une restructuration devra alors être négociée, avec l'objectif de restaurer la soutenabilité de cette dette, impliquant, selon le FMI, de ramener le ratio d'endettement à 82% du PIB en 2028 et 65% en 2033.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Forte dégradation du déficit courant

L'Ukraine exporte surtout des produits métallurgiques et des produits agricoles (céréales, viande) ou agro-alimentaires. Avec l'invasion par la Russie et l'occupation des provinces de l'Est, l'Ukraine a perdu la majeure partie de ses ressources en minerai de fer et de ses installations de production métallurgique. Entre 2022 et 2024, la valeur des exportations de ces produits a été divisée par deux.

Les exportations de produits agricoles sont restées relativement stables, grâce aux conditions favorables d'accès aux marchés européens accordées à l'Ukraine en 2022, pour une période de 3 ans. Fin juin 2025, la Commission Européenne (CE) a annoncé la [révision de l'accord de libre-échange](#). Les nouvelles modalités seront moins favorables que celles accordées en 2022 pour les produits agricoles, compte tenu de l'opposition de certains pays de l'UE, dont les agriculteurs dénonçaient la concurrence, sur leurs propres marchés, des produits ukrainiens. Parallèlement, les importants besoins en biens importés (pétrole, gaz, équipements de défense notamment) ont creusé le déficit courant à -7,2% du PIB en 2024.

La dégradation du solde devrait s'accroître 2025-26 en raison de la progression des importations, en particulier d'hydrocarbures. La fermeture de la mine de charbon de Pokrovsky pèsera sur les exportations

d'acier et entraînera une hausse des importations de charbon, contribuant à cette dégradation. L'Ukraine devrait également souffrir des **conséquences de la politique commerciale américaine**. Le poids des Etats-Unis dans les exportations ukrainiennes est faible (environ 2% du total en moyenne en 2020-24) limitant les conséquences directes des droits de douane «réciproques» de 10%. Toutefois, **le secteur de l'acier**, taxé à 50%, qui exporte près de 9% de ses produits vers les Etats-Unis, est vulnérable. Par ailleurs, le pays pourrait souffrir des **effets néfastes de la politique commerciale de l'administration Trump sur la croissance mondiale**.

Le déficit courant pourrait atteindre près de -16,5% en 2025 et s'améliorer légèrement en 2026 (-12,6%), si le conflit perd en intensité, atténuant les besoins d'importation. Dans un scénario dégradé, le déficit atteindrait -17,5% en 2025 et -14,2% en 2026.

En juin 2024, l'UE a officiellement ouvert les négociations d'adhésion avec l'Ukraine qui devraient renforcer les relations commerciales avec l'Europe à moyen terme dans le cadre de l'accord de libre-échange.

• Dépendance totale à l'aide internationale pour couvrir les besoins de financement

L'Ukraine bénéficiait déjà depuis 2015 d'un soutien financier de la communauté internationale qui lui avait permis d'éviter un défaut de paiement. En 2022, après le déclenchement de l'attaque russe, la communauté internationale s'est mobilisée pour renforcer ce soutien et apporter notamment un programme de financement avec le FMI de près de 153 Md\$ couvrant la période T2 2023-T1 2027, sous forme de prêts et de dons. Les versements sont en partie soumis au respect de certains critères et la mise en œuvre de réformes. En juin 2025, la ligne FMI de 15,5 Md\$ était utilisée à hauteur de 10,6 Md\$.

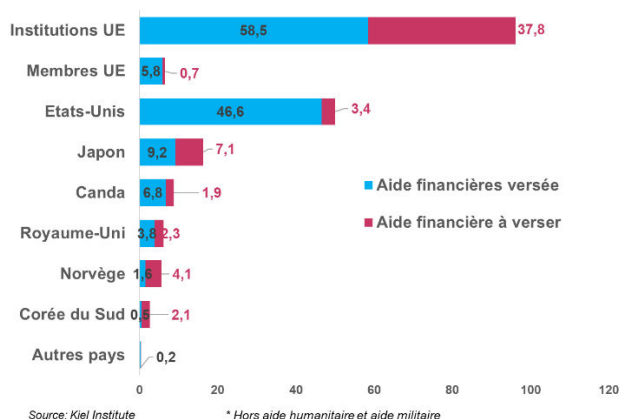
Par ailleurs, le G7 et l'UE ont mis à disposition de l'Ukraine de l'ordre de 50 Md\$ (dont 18 Md\$ de l'UE)⁴ au titre de l'Extraordinary Revenue Acceleration (ERA) Loan. Les sommes versées, majoritairement en 2025, proviennent du produit des avoirs publics russes immobilisés dans l'UE.

Sur la base des données du [Kiel Institute](#), les engagements de soutien financier (hors aide humanitaire et militaire), au titre de différents programmes, sont estimés à 193 Md€, dont 133 Md€ versés à fin avril.

³ Le GCU comprend le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

⁴ La Commission verse 1 Md€ supplémentaires à l'Ukraine

Aide financière à l'Ukraine* (Md €, au 30/04/ 2025)



Les institutions internationales et l'UE se sont engagées à poursuivre leur soutien. Mais les sommes versées en 2025 au titre de l'aide financière américaine correspondent à un programme validé sous la présidence de J. Biden dont le renouvellement est incertain.

• Les fonds devront être mobilisés pour financer la reconstruction

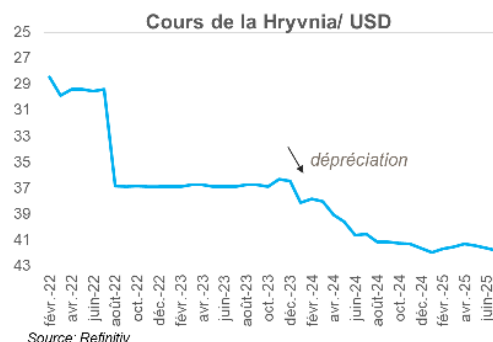
Les besoins pour la reconstruction seront très élevés. En février 2025, la Banque Mondiale (BM)⁵ a publié une actualisation de l'**estimation des destructions et du coût total de la reconstruction pour la prochaine décennie à 523,6 Md\$, soit près de trois fois le PIB Ukrainien de 2024**. Les partenariats public-privé (PPP) et la mobilisation de capitaux privés doivent être encouragés. Le statut de candidat à l'entrée dans l'UE donnera en outre à l'Ukraine un accès à des fonds européens. En juillet 2025, la CE a annoncé la création d'un fonds européen (European Flagship Fund for the Reconstruction of Ukraine), doté d'un capital initial de 220 M€ pour soutenir la reconstruction. L'objectif est de mobiliser 500 M€. L'UE a également signé des accords avec des institutions financières internationales et bilatérales de 2,3 Md € (dont 1,8 Md€ de prêts) avec l'objectif de mobiliser 10 Md € d'investissements. L'accord signé avec les Etats-Unis en avril 2025 prévoit la création d'un fonds alimenté par une partie des revenus générés par de nouveaux permis d'exploitation des minerais, du pétrole et du gaz. Mais la poursuite du conflit rend sa mise en œuvre hypothétique.

Les besoins de financement devraient rester très élevés pendant plusieurs années et les capacités financières du pays durablement dégradées. Le recours aux créanciers privés pourrait être compliqué alors que le pays peine à régler ses échéances de dette. En juin 2025, l'Ukraine a ainsi fait défaut sur une échéance de 665 M\$ au titre d'un produit spécifique⁶, le ministère des Finances invoquant les contraintes économiques dues à la guerre. Selon le FMI, le retour

sur les marchés des capitaux ne peut être envisagé avant au mieux 2029.

• Le cours de la hryvnia tend à se stabiliser

L'effondrement du cours de la hryvnia face au dollar début 2022 (-26% au cours du 1^{er} semestre) a été interrompu par un strict contrôle des changes, la hausse du taux d'intérêt et les interventions de la NBU. **Depuis mi-2023, la NBU assouplit progressivement son contrôle des changes** afin d'attirer des capitaux. Malgré le renforcement de ces mesures début 2025, le cours de la hryvnia a eu tendance à se raffermir en raison de l'affaiblissement du dollar.



Par ailleurs, la NBU dispose de réserves (44,5 Md\$ en juin 2025, soit de l'ordre de 5 mois d'importation) grâce aux versements de l'aide internationale, pour défendre le cours de sa monnaie. **Les pressions à la baisse risquent cependant de s'accroître** avec la réduction des flux d'aide (notamment des Etats-Unis) et le creusement du déficit courant.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

• Evolution très incertaine du conflit

Malgré les appels répétés du Président américain pour un cessez-le-feu et plus de trois ans après le début du conflit, les combats continuent entre les forces russes et ukrainiennes. Les exigences de la Russie avant toute suspension des hostilités et les progrès réalisés sur le terrain par Moscou éloignent les perspectives d'un cessez-le-feu et augmentent la probabilité d'un enlèvement du conflit.

Le mandat des députés ukrainiens a expiré en 2023 et celui du Président Zelenski en 2024. Mais la loi martiale imposée en 2022 au début du conflit reste en vigueur en Ukraine, empêchant toute élection. En juillet 2025, le Président Zelenski a nommé Mme Ioulia Svyrydenko à la tête du gouvernement en remplacement de M. Denys Chmyhal, qui occupait le poste de Premier ministre depuis 2020. Le remaniement du gouvernement apparaît comme la volonté de donner une nouvelle impulsion politique au pays.

⁵ En collaboration avec la Commission Européenne et les Nations Unies [Rapid Damage and Needs Assessment \(RDNA4\)](#)

⁶ « warrant » lié au PIB : instruments financiers, émis en 2015 dans le cadre d'un accord avec les détenteurs d'Euro-obligations en

échange de l'annulation de 20 % de dette et payables lorsque la croissance dépasse +3 %. Une échéance était exigible en juin 2025 (croissance de +5,3 % en 2023).

- **L'amélioration de la gouvernance, réclamée par la population, restera un enjeu majeur**

Le gouvernement poursuit ses efforts de réformes pour tenter de respecter les exigences du FMI mais aussi de l'UE au titre du processus d'adhésion.

Des mesures ont été prises pour améliorer le système judiciaire et renforcer la lutte contre la corruption, qui reste très élevée dans le pays. L'Ukraine se classe au 105^{ème} rang sur 180 pays de l'indice 2024 de perception de la corruption de Transparency International. En juillet 2025, l'annonce d'une loi supprimant l'indépendance des deux principales instances de lutte contre la corruption⁷ a provoqué des manifestations massives, contraignant V. Zelensky à proposer un nouveau projet de loi pour assurer l'« *indépendance* » des deux agences. Ces premiers mouvements de contestation de la population depuis le déclenchement du conflit témoignent de l'attachement de la population aux mesures anti-corruption. **Les progrès en matière de gouvernance resteront un enjeu majeur pour le pays.**

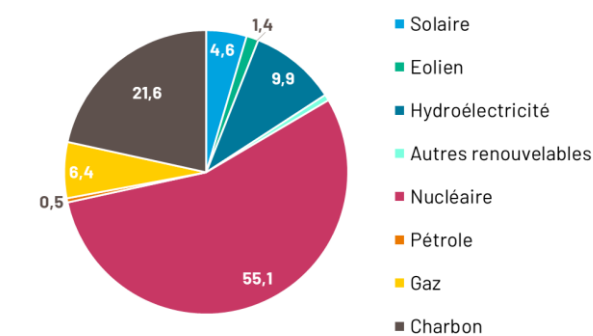
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Ukraine, en tant que pays agricole est **exposé aux risques liés au changement climatique**, notamment à la sécheresse. Toutefois, la qualité de ses infrastructures et une exposition modérée aux conséquences sanitaires des changements climatiques permettent au pays de se classer au 46^{ème} rang sur 181 selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain.

Malgré l'invasion russe, l'Ukraine reste engagée dans le processus de lutte contre le changement climatique. Sa politique s'aligne sur les exigences d'adhésion à l'UE qui comprend l'adoption des politiques climatiques et énergétiques européennes.

En juin 2024, le gouvernement a approuvé un plan national pour l'énergie et le climat (NECP) dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE. Il prévoit notamment une **réduction de 65 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030** par rapport aux niveaux de 1990. En octobre 2024, le parlement ukrainien a promulgué la loi-cadre fixant l'objectif de neutralité climatique pour 2050. Pour parvenir à cet objectif, l'Ukraine prévoit d'éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon (55% du total en 2022) d'ici 2035 et de porter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité à 25% dans les mêmes délais⁸.

Ukraine : production d'électricité par sources, en % (2022=112,72 TWh)



Source : Ember, 2025

A noter que depuis le début du conflit, l'Ukraine a perdu une source majeure d'électricité avec la perte de contrôle de la centrale nucléaire de Zaporizhia qui fournissait près d'un quart de l'énergie du pays. Par ailleurs des installations éoliennes et solaires ont été détruites. La situation de guerre complique en outre la déclaration des émissions de CO₂, qui augmentent avec les activités militaires et les perturbations liées au conflit (destruction des infrastructures, perte de capacité de stockage du carbone due aux incendies de forêt ...).

Les projets de reconstruction d'après-guerre devront cependant prendre en compte les objectifs de décarbonisation de l'industrie et de restauration de l'environnement.

⁷ Il s'agissait de placer les deux instances - le Nabu et le SAP - sous la tutelle du procureur général, subordonné au président.

⁸ [PolicyPaper_2025_Ukraine.pdf](#)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.